

Heiniger, Alix: *Exil, résistance, héritage. Les militants allemands antinazis pendant la guerre et en RDA (1939-1975)*. Neuchâtel: Éditions Alphil 2015. ISBN: 978-2-88930-018-1; 402 S.

Rezensiert von: Nuno Pereira, Université de Lausanne

Tiré de sa thèse de doctorat, l'ouvrage d'Alix Heiniger propose d'éclairer un pan peu connu de l'histoire sociale du communisme : l'engagement des militants antinazis allemands exilés pendant la Deuxième Guerre mondiale et leur devenir lors des décennies suivantes. L'étude se consacre aux membres des organisations *Freies Deutschland* (FD), groupes antifascistes fondés dans plusieurs pays à l'automne 1943. Regroupant des individus de plusieurs filiations politiques, en majorité communistes, les FD ont pour buts le renversement du régime hitlérien, la fin de la guerre et l'instauration d'un Etat démocratique en Allemagne.

Suivant un plan chronologique quelque peu atypique, le livre est divisé en trois parties, qui révèlent des temporalités distinctes. La première partie retrace la préhistoire des FD et leur engagement dans la clandestinité, la deuxième examine la phase très courte (de quelques mois à un peu plus d'une année) d'existence légale de ces organisations et la troisième partie couvre les trois décennies qui suivent la fin de la guerre.

L'approche comparative est au cœur de cette étude, puisque trois pays ayant accueilli des réfugiés antifascistes allemands sont examinés : la France, la Suisse et la Belgique. Dans ces trois espaces, les membres de *Freies Deutschland* connaissent tout d'abord la clandestinité, puisque les pays d'accueil se méfient des communistes allemands, même si pour ces derniers „la révolution n'est pas à l'ordre du jour“ (p. 203). Les FD profitent de l'appui des partis communistes nationaux, dont le poids politique est inégal : alors que le Parti communiste suisse ne compte en 1937 que 6300 membres, son homologue français en possède 340'000. La Suisse représente d'ailleurs dès les années 1930 une base arrière importante pour les partis communistes allemand (KPD) et autrichien. En 1935, le secrétariat en exil de la section sud du KPD s'ins-

talle à Zurich. Toutefois, la mobilisation des militants antifascistes allemands est entravée par l'interdiction qui est faite aux étrangers de mener des activités politiques.

Soucieuse de préserver ses relations politiques et économiques avec l'Allemagne hitlérienne, la Confédération accueille les réfugiés avec parcimonie. À partir de 1940, plusieurs camps sont ouverts pour accueillir des réfugiés communistes, socialistes et syndicalistes. Malgré l'hétérogénéité des nationalités, des cultures et des filiations politiques, l'organisation interne des camps est poussée et témoigne d'un remarquable „internationalisme en internement“ (p. 47), qui s'inscrit dans la continuité de l'expérience des Brigades internationales en Espagne. Ce n'est qu'après la dissolution du Komintern en 1943, et avec l'approche de la fin de la guerre, que les militants vont davantage se concentrer sur leurs aspirations nationales, dans le contexte de repli sur la nation qu'on observe dans les partis communistes européens.

En France et en Belgique, les comités *Freies Deutschland* sont légalisés à la Libération, en 1944, alors qu'il faut attendre la fin avril 1945 pour que la Suisse légalise l'organisation, tout en continuant à la surveiller étroitement. Les différents espaces de la lutte antifasciste permettent aux réfugiés „d'envisager l'exil comme une expérience collective“ (p. 53) et les incitent à développer une multiplicité de pratiques résistantes, lesquelles sont tributaires des spécificités des contextes locaux. Ainsi, le travail de FD en France pendant la guerre a notamment consisté à promouvoir, dans un contexte extrêmement défavorable, l'image du résistant allemand au nazisme comme représentant légitime de la nation allemande. Après la Libération, *Freies Deutschland* s'attache aussi à dénoncer aux autorités les criminels de guerre allemands présents sur le territoire français, tâche rendue difficile par la détérioration des relations entre FD et le gouvernement provisoire français. À l'inverse, la Suisse ne connaît pas une telle germanophobie et les rapports entre les antifascistes allemands et le gouvernement helvétique s'améliorent à la fin de la guerre. Le soutien au retour qu'apporte FD aux réfugiés allemands va en effet dans le sens de la politique migratoire de la Confédération, qui considère

la Suisse comme un lieu de passage et non pas une terre d'asile définitive.

C'est tout l'intérêt de ce livre que d'offrir une étude approfondie de l'engagement militant dans des contextes très divers : l'exil, la clandestinité, le retour au pays, l'appartenance à un parti au pouvoir. L'étude combine analyse qualitative et quantitative. En ce sens, l'auteure mène une enquête prosopographique, laquelle sert à identifier les caractéristiques communes et les différences dans les profils des militants de Freies Deutschland. L'échantillon comprend 349 individus, répartis entre les trois pays. Si la plupart des membres des FD sont des communistes, leurs profils sont hétérogènes. On apprend par exemple que parmi ceux qui mènent une activité professionnelle en Suisse, on trouve essentiellement des gens actifs dans les champs intellectuel ou artistique, mais aucun ouvrier. Heiniger décrit en outre plusieurs cas atypiques, tel celui de la théologienne Charlotte von Kirschbaum, secrétaire de Karl Barth et membre de la direction de Freies Deutschland en Suisse. Bien moins nombreuses que les hommes, les femmes sont en revanche tendanciellement plus politisées. Pendant la guerre, en France et en Belgique, elles sont souvent envoyées en première ligne, au contact des soldats allemands.

Les militants antifascistes allemands font usage d'un répertoire d'actions très varié : certains participent aux maquis de la Résistance en France, d'autres coordonnent les activités de secours à l'Allemagne, en collaboration, par exemple, avec la Centrale sanitaire suisse. Le Schauspielhaus de Zurich témoigne de l'une des formes de résistance les plus originales. Cette troupe rassemble neuf militants de Freies Deutschland, qui ont fui l'Allemagne avant la guerre. Entre 1933 et 1945, le Schauspielhaus représente un véritable refuge pour le théâtre germanophone antinazi et a influencé des auteurs tels que Frisch ou Dürrenmatt. En France, l'action de FD se poursuit après Libération, notamment par un travail de rééducation antifasciste mené auprès des centaines de milliers de prisonniers allemands qui sont détenus dans les camps.

La fin de la guerre précipite la fin des FD, puisque le principal objectif qu'elles s'étaient assigné – la chute du régime national-

socialiste – est accompli. En décembre 1945, les FD sont dissoutes en France et en Suisse, mais la plupart de leurs anciens membres, retournés en Allemagne, vont poursuivre un engagement militant et participer à la dénazification et à la reconstruction de l'Allemagne, principalement dans le territoire qui devient en 1949 la RDA.

En Allemagne de l'Est, tout comme dans d'autres démocraties populaires, de nombreux militants communistes sont victimes de purges entre 1949 et 1953, qui rappellent celles qui ont frappé l'Union soviétique à la fin des années 1930. Ces purges sont le résultat de la reconfiguration du champ communiste au début de la guerre froide et après la rupture entre Tito et Staline en 1948. En RDA, cette évolution se traduit par la soviétisation du parti unique SED (Sozialistische Einheitspartei Deutschlands), ainsi que par une entreprise de falsification de l'histoire de la résistance antifasciste et de celle du KPD lui-même. Heiniger examine avec minutie les procès de certains militants communistes réfugiés à l'Ouest et montre comment ils ont à la fois été dépouillés de leur identité antifasciste et écartés du pouvoir, au profit de ceux qui, à l'instar de Walter Ulbricht, s'étaient exilés en URSS. Discrédités et dépouillés de leur capital politique, les communistes qui, souvent au péril de leur vie, ont lutté à l'Ouest contre le nazisme, sont considérés par le SED comme des traîtres servant les intérêts de l'impérialisme. Leurs rapports avec l'agent américain Noel Field (en fait pro-soviétique) alimentent la théorie du complot anglo-américain, qui sert souvent de prétexte pour justifier la répression. Certains militants sont emprisonnés voire torturés, ou se voient condamnés à „la pire des sanctions“ (p. 256) : l'exclusion. Pour l'éviter, les victimes de ces purges ne contestent pas la version fictive fabriquée par le SED et se sacrifient pour le parti. Car la fidélité au parti confine à la dépendance, comme l'atteste le témoignage d'Erwin Ganzer, qui affirme : „si je gruge le parti, je me gruge moi-même, sans le parti, je ne suis plus rien“ (p. 255).

Ce n'est qu'à partir de la fin des années 1950 que les militants de FD vont être peu à peu, quoique non officiellement, réhabilités. Certains vont même acquérir une place honori-

fique au sein du SED, celle de „héros du musée vivant de la tradition du SED“ (p. 348). À l’appel du parti, nombre d’entre eux livrent leurs témoignages personnels dans le cadre de récits autobiographiques que la RDA utilise à des fins didactiques et de propagande. Bien que soumis à la censure, ces textes restituent les expériences du militantisme antifasciste dans ses différentes dimensions : la lutte armée, l’internement dans des camps ou encore les violences subies. Faisant office de biographie collective des organisations *Freies Deutschland*, ils contiennent aussi parfois d’intéressants éléments sur la vie quotidienne, à l’instar des récits de femmes qui ont accouché dans la clandestinité. Soucieux d’asseoir sa légitimité sur le mythe fondateur de l’antifascisme, le régime est-allemand encadre la construction d’un récit historique produit par les anciens acteurs eux-mêmes, tels Hans Teubner, qui signe une monographie sur l’exil en Suisse¹, laquelle lui vaudra d’obtenir le grade de docteur, à l’âge de 70 ans. Cette réhabilitation tardive n’ôtera toutefois pas aux anciens exilés la position d’isolement qu’ils occupent souvent en RDA, dans laquelle „le parti constitue le seul élément qui les lie véritablement à leur pays“ (p. 349).

Face à la pénurie de sources, qui est le résultat évident de l’action clandestine, Alix Heiniger utilise avec à-propos les nombreux témoignages des militants, recueillis certes à posteriori et dans une perspective propagandiste, mais néanmoins très riches. Convainquant, le dispositif méthodologique de l’ouvrage est complété en annexe par d’intéressantes réflexions de l’historienne sur l’approche prosopographique, non dénuées d’un souci didactique. On regrettera toutefois que le livre ne propose pas une revue de la littérature plus approfondie, qui aurait permis de mieux placer dans l’historiographie un travail somme toute original et très instructif, fruit d’une recherche méticuleuse et d’une fine analyse.

Annotation :

HistLit 2016-2-026 / Nuno Pereira über Heiniger, Alix : *Exil, résistance, héritage. Les militants allemands antinazis pendant la guerre et en RDA (1939-1975)*. Neuchâtel 2015, in: H-Soz-Kult 12.04.2016.

¹Hans Teubner, *Exilland Schweiz. Dokumentarischer Bericht über den Kampf emigrierter deutscher Kommunisten 1933–1945*, Berlin 1975.